



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2013

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2013, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2013 et 2012 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2012 (« données comparables »).

Les résultats 2012 auxquels ceux de 2013 sont comparés ont été retraités par rapport aux résultats publiés, en raison de l'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2013 de la version révisée de la norme IAS 19 (cf. note 2 des notes annexes au présent rapport).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2013

Avec une parité moyenne de \$ 1,31 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 2 % par rapport au deuxième trimestre 2012 (\$ 1,28 / € 1). L'évolution des parités de change a eu pour effet mécanique de diminuer le chiffre d'affaires de € 1,2 million (- 2 %) et le résultat opérationnel de € 0,6 million (- 13 %) dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Fin 2011, malgré le contexte économique, la société a décidé d'accélérer sa transformation sur une période allant jusqu'à 2015, privilégiant sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme.

Ce plan d'envergure, qui représente des investissements d'avenir de € 50 millions cumulés sur la période 2012-2015 (cf. rapport financier du 12 février 2013 et rapport annuel 2012 de la société), comporte trois volets :

- un plan de recrutement important consacré au renforcement des équipes commerciales et marketing, qui passeront de 220 personnes fin 2011 à 330 et de 16 % à 22 % de l'effectif total (avec un doublement du nombre de commerciaux) ;
- une augmentation de 40 ingénieurs des équipes de R&D logiciels de Bordeaux-Cestas, portant leur nombre à 260 ;
- une accélération des investissements marketing.

Sa mise en œuvre s'est poursuivie au deuxième trimestre, avec notamment 70 recrutements effectués depuis le 1^{er} janvier 2013, leur total atteignant près de 180 depuis fin 2011. Hors renforcement des équipes R&D logiciels, l'effort a porté prioritairement sur l'Amérique du Nord, la Chine et la région Allemagne et Europe de l'Est. Parallèlement, dans le cadre du plan de transformation, 140 personnes ont quitté le Groupe.

Il est rappelé que ces investissements d'avenir sont entièrement passés en charge, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

Des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO en progression, mais toujours ralenties par une conjoncture dégradée

La société avait indiqué, le 12 février 2013, qu'elle se préparait à une économie aussi dégradée qu'en 2012, l'année s'annonçant aussi imprévisible que difficile. Depuis, de nombreux pays développés ou émergents ont connu un ralentissement – accentué par des difficultés résultant de l'assouplissement de certaines politiques monétaires, notamment des Etats-Unis, de la Chine et du Japon – entraînant une nouvelle révision à la baisse de leurs perspectives de croissance pour 2013 et 2014. L'accroissement des inquiétudes des entreprises a de ce fait fortement pesé sur leurs décisions d'investissement.

Malgré cet environnement peu favorable, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO se sont élevées à € 18,7 millions, en augmentation de € 1,5 million (+ 8 %) par rapport au deuxième trimestre 2012. Les nouvelles licences de logiciels sont en croissance de 7 %, les équipements de CFAO de 9 %.

Par rapport au premier trimestre de l'exercice (€ 16,2 millions), les commandes progressent de 16 %.

Un chiffre d'affaires stable, grâce à la croissance des revenus récurrents, illustrant la force du modèle économique de la société

Le chiffre d'affaires s'élève à € 50,9 millions, en progression de 1 % par rapport au deuxième trimestre 2012. Il diminue de 2 % à données réelles.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 21,2 millions) recule de € 2,0 millions (- 8 %). Cette diminution résulte principalement de la faiblesse du carnet de commandes correspondant au 1^{er} avril 2013.

En revanche, les revenus récurrents (€ 29,7 millions) augmentent de € 2,4 millions (+ 9 %), résultant d'un accroissement de 6 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de 13 % de celui des pièces détachées et consommables. Cette confirmation de l'accélération des revenus récurrents – en progression de 3 % en 2012 et de 8 % au premier trimestre – constitue une performance remarquable qu'il convient de souligner.

Le résultat opérationnel atteint € 4,1 millions. A données comparables (€ 4,7 millions), il est en retrait de € 0,8 million (- 15 %) par rapport au deuxième trimestre 2012 ; la marge opérationnelle courante (8,0 %) diminue de 1,8 point.

Le bénéfice net s'établit à € 2,4 millions, en recul de € 1,2 million (- 33 %) à données réelles par rapport au deuxième trimestre 2012.

Le cash-flow libre s'élève à € 0,9 million (€ 2,9 millions au deuxième trimestre 2012).

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2013

Avec une parité moyenne de \$ 1,31 / € 1 sur le semestre, le dollar est resté quasi-stable par rapport au premier semestre 2012 (\$ 1,30 / € 1). D'autres devises ont enregistré des variations plus importantes, essentiellement en baisse, face à l'euro. Globalement, l'évolution des parités de change a eu pour effet mécanique de diminuer de € 1,9 million (- 2 %) le chiffre d'affaires et de € 0,8 million (- 10 %) le résultat opérationnel courant dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Le plan de marche correspondant au scénario le plus prudent communiqué par la société le 12 février 2013 anticipait pour le premier semestre un chiffre d'affaires de € 99,6 millions et un résultat opérationnel courant de € 5,8 millions. Si le chiffre d'affaires du premier semestre est globalement en ligne avec ce scénario, avec un retard limité à € 0,4 million, le résultat opérationnel courant est en avance de € 1,4 million.

Ces chiffres, exprimés à données réelles, résultent d'éléments défavorables – essentiellement, le retard des commandes et du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes –, compensés par des éléments favorables – effet des cours de change, progression plus forte des revenus récurrents, décalage sur le second semestre de certains frais fixes liés au plan de transformation.

Commandes

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 34,9 millions, en diminution de € 1,1 million (- 3 %) par rapport au premier semestre 2012 : - 4 % pour les nouvelles licences de logiciels, - 3 % pour les équipements de CFAO.

Géographiquement, la situation reste contrastée : si les commandes enregistrées dans les Amériques progressent globalement de 34 %, celles de l'Europe et de la région Asie-Pacifique baissent respectivement de 27 % et de 12 %. Enfin, dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), elles augmentent de 55 %.

Les commandes des pays émergents (56 % du total) progressent de 2 %, celles des pays développés (44 % du total), reculent de 9 %.

Dans l'automobile, les commandes sont en hausse de 14 %. Dans tous les autres secteurs, elles diminuent de : 12 % dans la mode, 13 % dans l'ameublement et 17 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 42 %, 46 %, 6 % et 6 % du montant total des commandes. En 2012, ils avaient représenté respectivement 36 %, 50 %, 7 % et 7 %.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 99,2 millions, en progression de 2 % à données comparables (stable à données réelles) par rapport au premier semestre 2012.

Il progresse de 22 % dans les Amériques, mais diminue de 10 % en Asie-Pacifique et de 6 % en Europe. Ces trois régions ont représenté respectivement 29 %, 18 % et 45 % (dont 9 % pour la France) du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (8 % du chiffre d'affaires du Groupe) augmente de 18 %.

En 2012, ces régions avaient représenté respectivement 24 %, 21 %, 48 % (dont 10 % pour la France) et 7 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 9,9 millions) recule de € 2,0 millions (- 17 %). Il contribue à hauteur de 10 % du chiffre d'affaires global (12 % au premier semestre 2012).

Les équipements de CFAO (€ 25,9 millions) affichent un retrait de € 1,0 million (– 4 %) et représentent 26 % du chiffre d'affaires global (28 % au premier semestre 2012).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 4,0 millions) augmente de 7 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 40,7 millions) recule de € 2,9 millions (– 6 %) et représente 41 % du chiffre d'affaires global (45 % au premier semestre 2012). Il progresse de 3 % dans l'automobile et de 5 % dans l'ameublement, mais baisse de 12 % dans la mode et de 24 % dans les autres industries.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 58,5 millions) augmentent de € 4,5 millions (+ 8 %). Ils représentent 59 % du chiffre d'affaires global (55 % au premier semestre 2012).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % des revenus récurrents et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 34,2 millions. Il progresse de 5 %, confirmant ainsi la croissance enregistrée sur la totalité de l'exercice 2012 (+ 5 %) après les diminutions des années 2010 et 2011, et se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 16,5 millions), en hausse de 7 % par rapport au premier semestre 2012, représentent 17 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 17,7 millions), en croissance de 4 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 24,3 millions) affiche une progression de 12 % et représente 25 % du chiffre d'affaires global.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO au 30 juin 2013 (€ 11,8 millions) diminue de € 0,3 million par rapport au 31 décembre 2012.

Il comprend € 10,9 millions livrables au troisième trimestre et le solde de € 0,9 million au quatrième trimestre 2013 et premier trimestre 2014.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 72,0 %. A données comparables, il diminue de 0,3 point par rapport au premier semestre 2012 compte tenu du mix des ventes, le poids des logiciels dans le chiffre d'affaires total ayant diminué. Pour chaque ligne de produit, le taux de marge brute est stable.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 64,2 millions, en augmentation de € 1,7 million (+ 3 %) par rapport au premier semestre 2012. Ils se décomposent ainsi :

- € 58,6 millions de frais fixes, en hausse de € 2,5 millions (+ 4 %) ;
- € 5,6 millions de frais variables, en diminution de € 0,8 million (– 12 %).

A données réelles, la hausse des frais généraux fixes (€ 1,8 million) provient des dépenses relatives au plan de transformation (€ 2,0 millions) et de l'augmentation naturelle des frais (€ 0,5 million), partiellement compensées par l'effet favorable des changes (– € 0,7 million).

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche et de la part du nouveau crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, elles s'élèvent à € 9,8 millions et représentent 9,8 % du chiffre d'affaires (€ 9,0 millions et 9,0 % en 2012). Après déduction, les frais nets de R&D s'établissent à € 6,5 millions (€ 6,0 millions en 2012).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel courant atteint € 7,2 millions. A données comparables (€ 7,9 millions), il est en recul de 10 % par rapport au résultat opérationnel du premier semestre 2012 (il n'y a pas eu d'élément à caractère non récurrent en 2012).

A données réelles, le recul est de € 1,7 million (- 19 %). Il résulte pour € 1,6 million de la baisse du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, pour € 0,5 million de l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 2,0 millions de l'augmentation des frais généraux fixes relative au plan de transformation de l'entreprise. Ces trois effets sont en partie compensés par l'effet favorable de la croissance des revenus récurrents (€ 3,2 millions). Enfin, la variation des cours de change a eu un effet négatif de € 0,8 million.

La marge opérationnelle courante s'établit à 7,2 %. Elle diminue de 1,0 point, à données comparables, et de 1,7 point à données réelles par rapport à celle du premier semestre 2012 (8,9 %).

A données réelles, les investissements d'avenir liés au plan de transformation de l'entreprise ont ainsi contribué à hauteur de 1,9 point à la baisse de la marge opérationnelle du premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012, et de 3,6 points par rapport au premier semestre 2011, avant la mise en place du plan.

Après intégration du produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions résultant du litige contre Induyco (cf. note 4 de l'annexe au présent rapport), le résultat opérationnel s'élève à € 18,3 millions.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,3 million (€ 0,6 million au premier semestre 2012), compte tenu de la diminution importante du montant résiduel de l'emprunt à moyen-terme, qui a été intégralement remboursé le 31 mars 2013.

Le résultat de change est négatif de € 0,5 million.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 3,0 millions, le bénéfice net s'établit à € 14,6 millions. Avant éléments à caractère non récurrent, il s'élève à € 4,6 millions (€ 5,9 millions au premier semestre 2012).

Le bénéfice net par action sur capital de base et sur capital dilué est de € 0,50 (€ 0,21 sur capital de base et € 0,20 sur capital dilué au premier semestre 2012).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 14,2 millions, après l'intégration de l'encaissement à caractère non récurrent de € 11,1 millions (il n'y a pas eu d'élément à caractère non récurrent au premier semestre 2012).

Hors éléments non récurrents, le cash-flow libre est de € 3,0 millions (€ 8,0 millions au premier semestre 2012). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 8,5 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 3,5 millions et d'investissements de € 2,0 millions (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport).

Le crédit d'impôt recherche (€ 3,1 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,2 million) du premier semestre 2013 ont été comptabilisés mais non encaissés. S'ils avaient été encaissés, le cash-flow libre hors éléments à caractère non récurrent se serait établi à € 6,3 millions et aurait été supérieur de € 1,7 million au résultat net avant éléments à caractère non récurrent.

Structure financière

Au 30 juin 2013, les capitaux propres s'élèvent à € 73,9 millions (€ 65,0 millions au 31 décembre 2012), après paiement le 10 mai 2013, du dividende de € 6,4 millions (€ 0,22 par action) au titre de l'exercice 2012 décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2013.

Le montant des capitaux propres tient compte de la déduction des actions de la société qu'elle détient dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,2 million (€ 0,4 million au 31 décembre 2012).

La trésorerie disponible s'établit à € 23,3 millions (€ 21,0 millions au 31 décembre 2012).

Les dettes financières ont été ramenées à € 0,9 million (€ 6,7 millions au 31 décembre 2012), correspondant à des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

A son initiative, la société a en effet remboursé par anticipation le 31 mars 2013 le solde de € 5,4 millions de l'emprunt à moyen terme de € 48,0 millions mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 22,4 millions (€ 14,2 millions au 31 décembre 2012).

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 4,4 millions. Il comprend une créance de € 19,3 millions sur le Trésor public français, au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés depuis l'exercice 2010, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, il est négatif de € 14,9 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche ainsi que le nouveau crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle doit être remboursée à la société au cours de la quatrième année (*cf.* note 8 des notes annexes au présent rapport).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 30 juin 2013, le capital social est de € 29 113 280 divisé en 29 113 280 actions d'une valeur nominale de € 1,00 (il était de € 28 948 315 divisé en 28 948 315 actions d'une valeur nominale de € 1,00 au 31 décembre 2012).

Depuis le 1^{er} janvier 2013, il a été augmenté de 164 965 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,2 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission de € 0,3 million).

Le 7 janvier 2013, la société a été informée que Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, avait franchi à la hausse le seuil de 15 % du capital et détenait à cette date 15,08 % du capital et 14,84 % des droits de vote. Le 26 mars 2013, Delta Lloyd a déclaré avoir franchi à la baisse, le 22 mars, le seuil de 15 % du capital et détenir 14,97 % du capital et 14,76 % des droits de vote.

Le 11 juin 2013, la Financière de l'Echiquier, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 7 juin 2013, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenir 4,22 % du capital et 4,16 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2013.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,2 % du capital et 37,7 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas) détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion,
- Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 juin 2013, la société détenait 0,2 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 juin 2013, le cours était de € 5,18, en hausse de 10 % par rapport au 31 décembre 2012 (€ 4,73). Le cours a affiché un plus bas de € 4,59 le 29 avril et un plus haut de € 5,62 le 15 février. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 3 % et de 7 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (4,4 millions) a augmenté de 88 % et les capitaux échangés (€ 22,8 millions) de 112 % par rapport au premier semestre 2012.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre seront publiés le 29 octobre, après la clôture de NYSE Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a longuement développé, dans son rapport financier du 12 février 2013 et son rapport annuel 2012, l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir.

Elle a en particulier décrit : sa nouvelle feuille de route stratégique pour 2013-2015 définie pour lui permettre de réaliser pleinement son potentiel de croissance ; ses objectifs financiers clairs et ambitieux sur la période ; son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions cumulés sur la période 2012-2015 ; la poursuite de sa politique de rémunération des actionnaires tout en assurant l'autofinancement de son développement futur ; enfin, ses perspectives 2013.

La société avait indiqué que, dans le scénario le plus prudent, elle anticipait pour 2013 un chiffre d'affaires de l'ordre de € 203 millions (+ 6 % par rapport à 2012), un résultat opérationnel courant d'environ € 15 millions (- 10 %), ramenant la marge opérationnelle courante à 7,5 %, et un résultat net de l'ordre de € 10 millions (- 25 % à données réelles).

Elle avait souligné que son objectif était de dépasser ces chiffres. Chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes supplémentaire se traduirait par une augmentation du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Les résultats du premier semestre s'inscrivent dans ce scénario, toujours d'actualité.

Dans le contexte économique actuel, la visibilité continue d'être limitée et l'exigence de prudence maintenue.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

La société a abordé 2013 avec des fondamentaux opérationnels très solides et une structure financière qui s'est encore renforcée au premier semestre, avec l'encaissement du solde du litige contre Induyco et le remboursement de ses dettes financières.

Confortée par ses résultats depuis 2010, la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa nouvelle feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme et sur la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés pour 2015 : une croissance moyenne annuelle composée du chiffre d'affaires égale ou supérieure à 10 %, un taux de marge opérationnelle courante de 15 %, un résultat opérationnel courant et un résultat net multipliés par plus de 2 en trois ans.

Le Conseil d'Administration

Le 25 juillet 2013

Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2013

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 25 juillet 2013

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012 ⁽¹⁾	30 juin 2012 ⁽¹⁾
Ecarts d'acquisition	31 071	31 132	31 558
Autres immobilisations incorporelles	4 070	4 273	4 910
Immobilisations corporelles	13 073	12 959	12 576
Actifs financiers non courants	1 853	1 871	1 856
Impôts différés	7 545	8 791	9 068
Total actif non courant	57 612	59 026	59 968
Stocks	22 287	22 756	23 024
Clients et comptes rattachés	37 172	45 149	34 690
Autres actifs courants	27 100	22 108	20 614
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 338	20 966	27 804
Total actif courant	109 897	110 979	106 132
Total actif	167 509	170 005	166 100

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012 ⁽¹⁾	30 juin 2012 ⁽¹⁾
Capital social	29 113	28 948	28 920
Primes d'émission et de fusion	2 948	2 600	2 524
Actions détenues en propre	(245)	(380)	(589)
Ecarts de conversion	(8 930)	(8 840)	(8 731)
Réserves et résultats consolidés	50 978	42 676	35 923
Capitaux propres	73 864	65 004	58 048
Engagements de retraite	6 913	6 872	5 903
Emprunts et dettes financières à long terme	392	892	6 629
Total passif non courant	7 305	7 764	12 532
Fournisseurs et autres passifs courants	42 278	44 265	44 472
Produits constatés d'avance	37 973	41 911	36 304
Dettes d'impôt exigible	1 913	1 545	758
Emprunts et dettes financières à court terme	500	5 834	10 631
Provisions	3 676	3 682	3 355
Total passif courant	86 340	97 237	95 520
Total passif et capitaux propres	167 509	170 005	166 100

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2012 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012 (six mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	50 888	99 233	51 664	99 477
Coût des ventes	(14 273)	(27 821)	(14 364)	(27 240)
Marge brute	36 616	71 412	37 300	72 237
Frais de recherche et développement	(3 330)	(6 548)	(2 948)	(6 027)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 219)	(57 695)	(28 848)	(57 365)
Résultat opérationnel courant	4 067	7 169	5 504	8 845
Produits à caractère non récurrent	0	11 124	0	0
Résultat opérationnel	4 067	18 293	5 504	8 845
Produits financiers	25	63	85	162
Charges financières	(171)	(314)	(391)	(775)
Résultat de change	(527)	(478)	128	5
Résultat avant impôts	3 393	17 564	5 326	8 237
Impôts sur le résultat	(1 003)	(2 961)	(1 745)	(2 294)
Résultat net	2 390	14 603	3 582	5 943

(en euros)

Résultat par action

Résultat :				
- de base	0,08	0,50	0,12	0,21
- dilué	0,08	0,50	0,12	0,20
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :				
- résultat de base	29 006 847	28 965 554	28 774 418	28 769 825
- résultat dilué	29 497 176	29 479 233	29 185 837	29 234 916

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2012 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012 (six mois) ⁽¹⁾
Résultat net	2 390	14 603	3 582	5 943
Ecart de conversion	121	(90)	225	85
Effet d'impôts	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	121	(90)	225	85
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	(17)	(17)	(3)	(919)
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	0	0	126	219
Effet d'impôts	0	0	(42)	158
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(17)	(17)	81	(542)
Résultat global	2 494	14 496	3 888	5 486

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Du 1^{er} janvier au 30 juin
(en milliers d'euros)

	2013	2012 ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	14 603	5 943
Amortissements et provisions d'exploitation	3 757	4 211
Eléments non monétaires du résultat	222	(252)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(29)	(37)
Variation des impôts différés	1 119	699
Capacité d'autofinancement d'exploitation	19 672	10 564
Variation des stocks et en-cours	(110)	(2 198)
Variation des créances clients et comptes rattachés	3 187	9 113
Variation des autres actifs et passifs courants	(6 597)	(6 455)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(3 520)	460
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	16 152	11 024
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(685)	(1 007)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 312)	(2 152)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	64	118
Acquisitions d'immobilisations financières	(706)	(363)
Cessions d'immobilisations financières	659	420
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 980)	(2 984)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	513	53
Versement de dividendes	(6 377)	(6 330)
Achats par la société de ses propres actions	(480)	(237)
Ventes par la société de ses propres actions	673	285
Remboursement des dettes long terme et court terme	(5 834)	(374)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(11 505)	(6 603)
Variation de la trésorerie	2 667	1 437
Trésorerie à l'ouverture	20 966	26 320
Variation de la trésorerie	2 667	1 437
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	0	137
Incidence des variations de cours de change	(295)	(90)
Trésorerie à la clôture	23 338	27 804
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	3 048	8 040
Eléments non récurrents du cash-flow libre	11 124	0
Cash-flow libre	14 172	8 040
Impôts payés (remboursés), nets	1 299	2 088
Intérêts payés	15	403

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net ⁽¹⁾							5 943	5 943
Autres éléments du résultat global							85	(457)
Resultat global							85	5 486
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	16 261	0,97	16	37				53
Valorisation des options de souscription d'actions							76	76
Vente (achat) par la société de ses propres actions					133			133
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(56)	(56)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 30 juin 2012	28 919 871	1,00	28 920	2 524	(589)	(8 731)	35 923	58 048
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net ⁽¹⁾							13 325	13 325
Autres éléments du résultat global							(24)	(1 329)
Resultat global							(24)	11 996
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	44 705	0,99	44	112				156
Valorisation des options de souscription d'actions							225	225
Vente (achat) par la société de ses propres actions					342			342
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(71)	(71)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							14 603	14 603
Autres éléments du résultat global							(90)	(107)
Resultat global							(90)	14 496
Exercice d'options de souscription d'actions	164 965	1,0	165	348				513
Valorisation des options de souscription d'actions							56	56
Vente (achat) par la société de ses propres actions					135			135
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							37	37
Dividendes							(6 377)	(6 377)
Capitaux propres au 30 juin 2013	29 113 280	1,00	29 113	2 948	(245)	(8 930)	50 978	73 864

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des variations des capitaux propres consolidés au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2013

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 400 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2012, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 785 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 220 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de services associés et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des ventes de pièces détachées et consommables, qui correspondent à des revenus statistiquement récurrents sur la base installée, facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés condensés au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, disponibles sur www.lectra.com.

Ces comptes sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2012, à l'exception des deux normes présentées ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 25 juillet 2013 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes. Ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

Le Groupe a appliqué l'amendement à IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, ce qui a conduit le Groupe à modifier l'état du résultat global consolidé.

Il a également appliqué la version révisée d'IAS 19 – Avantages du personnel, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Le seul impact de l'application de cet amendement concerne le mode de comptabilisation des coûts des services passés. Ces derniers étaient amortis sur la durée prévisionnelle de l'engagement alors qu'ils sont désormais comptabilisés intégralement dans le compte de résultat à partir du 1^{er} janvier 2013. L'application rétrospective de cet amendement a conduit le Groupe à retraiter les périodes antérieures publiées, et à faire apparaître des capitaux propres consolidés retraités diminués de € 489 milliers (€ 326 milliers après effet d'impôts) au 30 juin 2012 et de € 479 milliers (€ 319 milliers après effet d'impôts) au 31 décembre 2012.

Pour mémoire, le Groupe avait opté dès 2012 pour la comptabilisation de l'intégralité de ses pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable avait été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme révisée IAS 19, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres.

Le compte de résultat consolidé retraité est présenté dans le tableau suivant :

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

2012	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin publié	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin retraité	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre publié	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre retraité
Chiffre d'affaires	99 477	99 477	198 436	198 436
Coût des ventes	(27 240)	(27 240)	(53 475)	(53 475)
Marge brute	72 237	72 237	144 961	144 961
Frais de recherche et développement	(6 027)	(6 027)	(11 536)	(11 536)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(56 876)	(57 365)	(113 611)	(114 090)
Résultat opérationnel	9 334	8 845	19 814	19 335
Résultat avant impôts	8 726	8 237	18 509	18 030
Impôts sur le résultat	(2 457)	(2 294)	(4 865)	(4 705)
Résultat net	6 269	5 943	13 644	13 325

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, d'amendements et d'interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2013 traduits à cours de change 2012, comparés aux données réelles 2012 retraitées.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 7 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2013, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier semestre 2013.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, avait été consolidée en 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe pour l'exercice 2012 n'ont pas été significatifs.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2013, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,4 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,4 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 juin 2013.

4. FIN DU LITIGE CONTRE INDUYCO : ENCAISSEMENT DE € 11,1 MILLIONS

La société a reçu le 7 mars 2013 le paiement du solde de € 11,1 millions restant dû par Induyco, suite à la décision rendue le 28 janvier 2013 par la Cour d'Appel de Madrid.

Par cette décision, la Cour d'Appel avait rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra, confirmant ainsi le jugement du Tribunal de Première Instance de Madrid du 27 juin 2011 qui avait ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres en octobre 2009 par un tribunal arbitral international.

Ce paiement a mis un terme final à huit années de procédure depuis la demande d'arbitrage initiée par Lectra en 2005. Il marque le succès de la très grande détermination de la société à faire valoir ses droits depuis le début de ce litige et à encaisser la totalité des dommages et intérêts que le tribunal arbitral lui avait alloués (*cf.* note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2012, à laquelle il convient de se référer).

L'intégralité des honoraires engagés ayant déjà été payée, l'encaissement des € 11,1 millions s'est traduit par un produit à caractère non récurrent de même montant dans les comptes consolidés du premier semestre 2013, une charge nette d'impôt de € 1,1 million, compte tenu des pertes fiscales reportables de Lectra Espagne, qui ne donne lieu à aucun décaissement, et par un produit net de € 10,0 millions. Le cash-flow libre et la trésorerie sont de ce fait augmentés de € 11,1 millions.

5. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Deuxième trimestre 2013

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin				
	2013		2012 ⁽¹⁾	Variation 2013/2012	
	Réel	A cours de change 2012	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	50 888	52 123	51 664	-2%	+1%
Coût des ventes	(14 273)	(14 406)	(14 364)	-1%	0%
Marge brute	36 616	37 717	37 300	-2%	+1%
(en % du chiffre d'affaires)	72,0%	72,4%	72,2%	-0,2 point	+0,2 point
Frais de recherche et de développement	(3 330)	(3 330)	(2 948)	+13%	+13%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 219)	(29 729)	(28 848)	+1%	+3%
Résultat opérationnel courant	4 067	4 658	5 504	-26%	-15%
(en % du chiffre d'affaires)	8,0%	8,9%	10,7%	-2,7 points	-1,8 point
Produits à caractère non récurrent	0	0	0	na	na
Résultat opérationnel	4 067	4 658	5 504	-26%	-15%
(en % du chiffre d'affaires)	8,0%	8,9%	10,7%	-2,7 points	-1,8 point
Résultat avant impôts	3 393	3 984	5 326	-36%	-25%
Impôt sur le résultat	(1 003)	na	(1 745)	-42%	na
Résultat	2 390	na	3 582	-33%	na

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat au 30 juin 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5.2 Premier semestre 2013

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin				
	2013		2012 ⁽¹⁾	Variation 2013/2012	
	Réel	A cours de change 2012	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	99 233	101 110	99 477	0%	+2%
Coût des ventes	(27 821)	(28 029)	(27 240)	+2%	+3%
Marge brute	71 412	73 081	72 237	-1%	+1%
(en % du chiffre d'affaires)	72,0%	72,3%	72,6%	-0,6 point	-0,3 point
Frais de recherche et de développement	(6 548)	(6 548)	(6 027)	+9%	+9%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(57 695)	(58 585)	(57 365)	+1%	+2%
Résultat opérationnel courant	7 169	7 948	8 845	-19%	-10%
(en % du chiffre d'affaires)	7,2%	7,9%	8,9%	-1,7 point	-1,0 point
Produits à caractère non récurrent	11 124	11 124	0	na	na
Résultat opérationnel	18 293	19 072	8 845	+107%	+116%
(en % du chiffre d'affaires)	18,4%	18,9%	8,9%	ns	ns
Résultat avant impôts	17 564	18 342	8 237	+113%	+123%
Impôt sur le résultat	(2 961)	na	(2 294)	+29%	na
Résultat	14 603	na	5 943	+146%	na

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat au 30 juin 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

6. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

6.1 Deuxième trimestre 2013

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1er avril au 30 juin							
	2013			2012		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	22 936	45%	23 005	23 541	46%	-3%	-2%	
- France	4 312	8%	4 312	4 795	9%	-10%	-10%	
Amériques	14 553	29%	14 995	12 580	24%	+16%	+19%	
Asie - Pacifique	9 348	18%	9 839	11 391	22%	-18%	-14%	
Autres pays	4 051	8%	4 285	4 153	8%	-2%	+3%	
Total	50 888	100%	52 123	51 664	100%	-2%	+1%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1er avril au 30 juin							
	2013			2012		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	13 489	27%	13 763	13 909	27%	-3%	-1%	
- nouvelles licences	5 115	10%	5 236	5 970	12%	-14%	-12%	
- contrats d'évolution logiciels	8 374	16%	8 526	7 939	15%	+5%	+7%	
Équipements de CFAO	13 588	27%	14 000	15 294	30%	-11%	-8%	
Contrats de maintenance hardware et de services en ligne	8 953	18%	9 154	8 762	17%	+2%	+4%	
Consommables et pièces détachées	12 395	24%	12 667	11 233	22%	+10%	+13%	
Formation, conseil	2 031	4%	2 089	1 984	4%	+2%	+5%	
Divers	431	1%	451	481	1%	-10%	-6%	
Total	50 888	100%	52 123	51 664	100%	-2%	+1%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1er avril au 30 juin							
	2013			2012 ⁽³⁾		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	21 166	42%	21 776	23 730	46%	-11%	-8%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	29 723	58%	30 347	27 934	54%	+6%	+9%	
- contrats récurrents	17 328	34%	17 680	16 701	32%	+4%	+6%	
- consommables et pièces détachées	12 395	24%	12 667	11 233	22%	+10%	+13%	
Total	50 888	100%	52 123	51 664	100%	-2%	+1%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, les services professionnels ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

(3) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 379 milliers, est désormais présenté au sein du « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

6.2 Premier semestre 2013

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 juin						
	2013			2012		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	44 768	45%	44 856	47 510	48%	-6%	-6%
- France	8 542	9%	8 542	10 354	10%	-17%	-17%
Amériques	28 806	29%	29 480	24 245	24%	+19%	+22%
Asie - Pacifique	18 035	18%	18 779	20 917	21%	-14%	-10%
Autres pays	7 624	8%	7 996	6 804	7%	+12%	+18%
Total	99 233	100%	101 110	99 477	100%	0%	+2%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 juin						
	2013			2012		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	26 422	27%	26 856	27 778	28%	-5%	-3%
- nouvelles licences	9 939	10%	10 117	12 129	12%	-18%	-17%
- contrats d'évolution logiciels	16 483	17%	16 739	15 649	16%	+5%	+7%
Équipements de CFAO	25 913	26%	26 452	27 438	28%	-6%	-4%
Contrats de maintenance hardware et de services en ligne	17 730	18%	18 075	17 372	17%	+2%	+4%
Consommables et pièces détachées	24 327	25%	24 759	22 042	22%	+10%	+12%
Formation, conseil	4 019	4%	4 119	3 862	4%	+4%	+7%
Divers	823	1%	850	986	1%	-17%	-14%
Total	99 233	100%	101 110	99 477	100%	0%	+2%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 juin						
	2013			2012 ⁽³⁾		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	40 693	41%	41 538	44 415	45%	-8%	-6%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	58 540	59%	59 573	55 062	55%	+6%	+8%
- contrats récurrents	34 213	34%	34 814	33 020	33%	+4%	+5%
- consommables et pièces détachées	24 327	25%	24 759	22 042	22%	+10%	+12%
Total	99 233	100%	101 110	99 477	100%	0%	+2%

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, les services professionnels ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

(3) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 808 milliers, est désormais présenté au sein du « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 juin						
	2013			2012 ⁽¹⁾		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	18 737	46%	19 132	21 777	49%	-14%	-12%
Automobile	16 046	39%	16 431	15 966	36%	+1%	+3%
Ameublement	3 141	8%	3 184	3 020	7%	+4%	+5%
Autres industries	2 769	7%	2 790	3 652	8%	-24%	-24%
Total	40 693	100%	41 538	44 415	100%	-8%	-6%

(1) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 808 milliers, est désormais présenté au sein du « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

7. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013	Europe	Amériques	Asie-		Siège	Total
			Pacifique	Autres pays		
Chiffre d'affaires	44 768	28 806	18 035	7 624	0	99 233
Résultat opérationnel courant	4 128	1 277	(347)	1 000	1 111	7 169
Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012	Europe	Amériques	Asie-		Siège	Total
Chiffre d'affaires	47 510	24 245	20 917	6 804	0	99 477
Résultat opérationnel courant ^{(1) (2)}	5 109	864	63	1 068	1 741	8 845

(1) Les taux de marge normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels (hors siège) ont été augmentés à compter du 1^{er} janvier 2013 pour tenir compte de l'amélioration des taux de marge réels au niveau des régions commerciales comme du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le siège ainsi réalisée permet donc de rendre la performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre une comparaison avec 2013.

(2) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel courant obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel courant tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

8. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Trésorerie nette (+)		
	Trésorerie Brute	Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	3,0	-	3,0
Eléments non récurrents du cash-flow libre	11,1	-	11,1
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,5	-	0,5
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,2	-	0,2
Versement de dividendes	(6,4)	-	(6,4)
Variation de l'endettement	(5,8)	5,8	-
Effet de la variation des devises – divers	(0,3)	-	(0,3)
Variation de la période	2,4	5,8	8,2
Situation au 31 décembre 2012	21,0	(6,7)	14,2
Situation au 30 juin 2013	23,3	(0,9)	22,4
Variation de la période	2,4	5,8	8,2

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 10)

Le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent au 30 juin 2013 s'élève à € 3,0 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 8,5 millions, d'investissements de € 2,0 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 3,5 millions. Les éléments non récurrents du cash-flow libre correspondent à l'encaissement du solde de € 11,1 millions qui restait dû dans le cadre du litige contre Induyco.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- -€ 3,2 millions proviennent d'une diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- +€ 0,1 million provient de l'augmentation des stocks ;
- +€ 2,2 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2012, payée en 2013, et celle comptabilisée au premier semestre 2013, qui sera payée en 2014 ;
- +€ 3,6 millions proviennent de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier semestre 2013, comptabilisée mais non encaissée ;
- +€ 0,8 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représentant un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2013 s'élève à € 4,4 millions. Il comprend une créance de € 19,3 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt (cf. note 9 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 14,9 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

9. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Au 30 juin 2013, la société mère, Lectra SA, détient une créance de € 19,3 millions sur le Trésor public français. Elle est composée :

- du crédit d'impôt recherche comptabilisé au premier semestre 2013 (€ 3,3 millions), en 2012 (€ 5,7 millions) et en 2011 (€ 6,2 millions), et du solde (€ 3,8 millions) de celui qui avait été comptabilisé en 2010 après imputation de l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA au titre du premier semestre 2013 et des exercices précédents ;
- du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisé pour la première fois au premier semestre 2013 (€ 0,2 million). Ce crédit d'impôt devrait représenter € 0,5 million sur l'ensemble de l'exercice 2013 et € 0,8 million annuellement à compter de 2014.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Compte tenu des estimations de la société sur les montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochaines années, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de ce dernier, qui sera intégralement imputé sur la créance correspondante. Elle devrait donc percevoir le remboursement du solde de ces crédits d'impôt non imputés en 2014 (crédit d'impôt 2010), 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012) et 2017 (crédits d'impôt 2013). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante, puis elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Au cours du premier semestre 2013, la société a acheté 92 737 actions et en a vendu 128 323 aux cours moyens respectifs de € 5,18 et de € 5,25 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 juin 2013, elle détenait 48 698 de ses propres actions (soit 0,2 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 5,03, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 338	20 966
Emprunts et dettes financières	(892)	(6 726)
Trésorerie nette	22 446	14 240

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 8,2 millions au premier semestre 2013, après encaissement du solde des dommages et intérêts du litige contre Induyco pour € 11,1 millions et décaissement d'un dividende de € 6,4 millions.

11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 juin 2013, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme	0	0	0	0
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽¹⁾	500	392	0	892
Total	500	392	0	892

⁽¹⁾ Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D remboursables les 31 mars 2014 (€ 0,5 million) et 2015 (€ 0,4 million).

11.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société avait contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Le solde de l'emprunt, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, a été remboursé par anticipation le 31 mars 2013, à l'initiative de la société :

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Solde de l'emprunt à l'ouverture	5 360	15 920
Remboursements contractuels	0	(560)
Remboursements par anticipation (à l'initiative de la société)	(5 360)	(10 000)
Solde de l'emprunt à la clôture	0	5 360

12. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2012.

Au premier semestre 2013, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,31 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2013 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 7,1 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain sur ses flux futurs.

13. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2013 sur la base des parités au 1^{er} février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,32 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 1 % par rapport au dollar se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires annuel 2013 d'environ € 0,8 million et du résultat opérationnel de € 0,4 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur. Les politiques monétaires de la plupart des grands pays pourraient toutefois conduire à une appréciation plus globale de l'euro par rapport à de très nombreuses devises. L'évolution et la grande volatilité des parités de change depuis le début de l'année 2013 en a été l'illustration.

Ainsi, sur une base annuelle, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduirait à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2013**

(Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **Lectra SA**, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Le compte de résultat trimestriel consolidé du deuxième trimestre 2013 ainsi que les chiffres comparatifs du deuxième trimestre 2012 n'ont pas fait l'objet d'un examen limité de notre part.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable lié à l'application de la version révisée d'IAS 19 – avantages au personnel.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle du fait exposé dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 25 juillet 2013

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA

KPMG SA

Bruno Tesnière

Anne Jallet-Auguste

Eric Junières